



TRANSAT A.T. INC.
DEUXIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 30 avril 2011

LE 8 JUIN 2011

Relations avec les investisseurs

M. Denis Pétrin

Vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière

relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers

TSX : TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2011, par rapport au trimestre et au semestre terminés le 30 avril 2010 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités du deuxième trimestre des exercices 2011 et 2010, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2010, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du deuxième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2010. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 8 juin 2011. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Se référer à la *section Mesures financières non conformes aux PCGR* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la société prévoit des résultats inférieurs à l'an passé au deuxième semestre.

En faisant cette déclaration, la société a supposé que les tendances de pression sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises européennes et américaine demeureront stables, que les hypothèses utilisées pour évaluer les titres détenus dans des PCAA se matérialiseront, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et

les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les PCGR. Nous présentons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Généralement, une mesure financière non conforme aux PCGR s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas conforme aux PCGR et qui soit exclu ou comprend des montants compris ou exclus dans la mesure la plus directement comparable calculée et présentée conformément aux PCGR. Les mesures non conformes aux PCGR utilisées par la société sont les suivantes :

Marge (perte d'exploitation)	Revenus moins les dépenses d'exploitation.
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales, impôts sur les bénéfices, variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration.
Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)	Bénéfice net (perte nette) avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
Bénéfice ajusté après impôts par action (perte ajustée après impôts par action)	Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (perte diluée) par action.
Dettes totales	Dettes à long terme plus les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services.
Dettes nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les PCGR. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les PCGR, le bénéfice ajusté et le bénéfice ajusté après impôts pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la société de s'acquitter de ses obligations financières.

La direction utilise également la dette totale et la dette nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la société.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non conformes aux PCGR avec les mesures financières les plus comparables des PCGR :

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 avril		30 avril	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Revenus	1 101 109	1 060 386	1 911 263	1 852 948
Dépenses d'exploitation	1 091 941	1 052 188	1 916 733	1 857 159
Marge (perte d'exploitation)	9 168	8 198	(5 470)	(4 211)
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	10 000	7 481	(2 620)	(5 299)
Impôts sur les bénéfices (récupération)	1 174	2 454	(4 857)	(5 480)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 155)	(9 090)	(11 993)	(10 318)
Gain non monétaire sur des placements dans des PCAA	(3 504)	(1 939)	(6 637)	(5 394)
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	—	(960)	—	(960)
Perte ajustée	(485)	(2 054)	(26 107)	(27 451)
Bénéfice net (perte nette)	8 620	6 198	(4 853)	(7 674)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 155)	(9 090)	(11 993)	(10 318)
Gain non monétaire sur des placements dans des PCAA	(3 504)	(1 939)	(6 637)	(5 394)
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	—	(960)	—	(960)
Incidence fiscale	2 368	3 096	3 399	3 454
Perte ajustée après impôts	(671)	(2 695)	(20 084)	(20 892)
Perte ajustée après impôts	(671)	(2 695)	(20 084)	(20 892)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	38 173	38 004	37 891	37 767
Perte ajustée après impôts diluée par action	(0,02)	(0,07)	(0,53)	(0,55)

	Au 30 avril	Au 31
	2011	octobre
	\$	2010
	\$	\$
Versements sur dette à long terme échéant à moins d'un an	6 577	13 768
Dette à long terme	290	15 291
Ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs de services	618 752	643 750
Dette totale	625 619	672 809
Dette totale	625 619	672 809
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(278 242)	(180 627)
Placements dans des PCAA	(78 188)	(72 346)
Dette nette	269 189	419 836

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
États consolidés des résultats								
Revenus	1 101 109	1 060 386	40 723	3,8	1 911 263	1 852 948	58 315	3,1
Marge (perte d'exploitation) ¹	9 168	8 198	970	11,8	(5 470)	(4 211)	(1 259)	(29,9)
Bénéfice net (perte nette)	8 620	6 198	2 422	39,1	(4 853)	(7 674)	2,821	36,8
Bénéfice (perte) de base par action	0,23	0,16	0,07	43,8	(0,13)	(0,20)	0,07	35,0
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,23	0,16	0,07	43,8	(0,13)	(0,20)	0,07	35,0
Perte ajustée après impôts ¹	(671)	(2 695)	2 024	75,1	(20 084)	(20 892)	808	3,9
Perte ajustée après impôts diluée par action	(0,02)	(0,07)	0,05	71,4	(0,53)	(0,55)	0,02	3,6
États consolidés des flux de trésorerie								
Activités d'exploitation	104 667	127 997	(23 330)	(18,2)	152 244	106 739	45 505	42,6
Activités d'investissement	(15 730)	(5 877)	(9 853)	(167,7)	(28 485)	(9 168)	(19 317)	(210,7)
Activités de financement	(8 647)	(51 410)	42 763	83,2	(23 123)	(55 190)	32 067	58,1
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 002)	(11 480)	10 478	91,3	(3 021)	(15 967)	12 946	81,1
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	79 288	59 230	20 058	33,9	97 615	26 414	71 201	269,6
Bilans consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					278 242	180 627	97 615	54,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (à court terme et à long terme)					373 599	352 650	20 949	5,9
Placements dans des PCAA					78 188	72 346	5 842	8,1
					730 029	605 623	124 406	20,5
Actif total					1 339 973	1 189 458	150 515	12,7
Dettes (à court terme et à long terme)					6 867	29 059	(22 192)	(76,4)
Dettes totales ¹					625 619	672 809	(47 190)	(7,0)
Dettes nettes ¹					269 189	419 836	(150 647)	(35,9)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

APERÇU

Transat fait partie des plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines (en France et au Canada) nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total plus de 500 agences de voyages (dont 383 franchisées) et un système de distribution multicanal faisant appel à Internet. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une vaste proportion de ses besoins. Transat offre également des services à destination et des services aéroportuaires.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le nombre de touristes internationaux a augmenté de près de 7 % au cours de l'année 2010, après avoir diminué de 4 % en 2009. La vision de Transat est de devenir un chef de file en Amérique et de jouer d'une forte position concurrentielle dans plusieurs pays d'Europe en 2014. Pour le moment, nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyageur expéditeur et voyageur réceptif. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyageur expéditeur, de même qu'en Grèce comme voyageur réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 50 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyageur intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyageurs; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Pour l'exercice 2011, les objectifs que Transat poursuivra sont les suivants :

- Poursuivre la transformation de l'organisation avec l'implantation harmonisée de nouveaux systèmes informatiques et processus d'opération y étant liés.
- Augmenter les revenus de Transat Tours Canada par la croissance interne.
- Accroître les revenus et la rentabilité de Transat France, afin de devenir le troisième voyageur en France d'ici 2013.
- Renforcer notre présence, accroître nos ventes et améliorer nos résultats sur certains marchés étrangers.
- Poursuivre activement le plan visant à faire de Transat une des entreprises les plus responsables de son industrie.
- Dans le secteur aérien, améliorer notre compétitivité en matière de qualité de service et de coûts d'exploitation.
- Accroître la capacité d'adaptation de notre organisation.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie, nos placements et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Amérique	908 476	886 750	21 726	2,5	1 584 037	1 543 546	40 491	2,6
Europe	192 633	173 636	18 997	10,9	327 226	309 402	17 824	5,8
	1 101 109	1 060 386	40 723	3,8	1 911 263	1 852 948	58 315	3,1

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditeurs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2010, nos revenus ont augmenté de 40,7 millions de dollars pour le trimestre et de 58,3 millions de dollars pour le semestre. Ces augmentations sont attribuables à des hausses des prix de vente moyens, lesquelles découlent de la fin du contrat d'achats / ventes de sièges avec Sunquest, et des hausses des surcharges de carburant. La croissance de nos revenus a été ralentie par

une baisse globale du nombre de voyageurs de 3,5 % pour le trimestre et de 1,6 % pour le semestre. L'augmentation de nos revenus pour le semestre a également été freinée par la vigueur du dollar par rapport à l'euro.

Pour le deuxième trimestre, nous avons enregistré une hausse de nos revenus en Amérique de 2,5 % et de 10,9 % en Europe, alors que pour le semestre ces hausses ont été de 2,6 % en Amérique et de 5,8 % en Europe.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2011	2010	Écart	Écart	2011	2010	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coûts directs	680 945	709 906	(28 961)	(4,1)	1 179 946	1 221 688	(41 742)	(3,4)
Salaires et avantages sociaux	92 308	83 761	8 547	10,2	182 208	167 850	14 358	8,6
Carburant d'aéronefs	104 372	70 303	34 069	48,5	170 167	127 445	42 722	33,5
Commissions	61 133	56 533	4 600	8,1	102 778	93 108	9 670	10,4
Entretien d'aéronefs	30 943	24 942	6 001	24,1	54 234	43 323	10 911	25,2
Frais d'aéroports et de navigation	23 404	18 678	4 726	25,3	41 196	34 076	7 120	20,9
Loyer d'aéronefs	17 089	13 855	3 234	23,3	31 910	27 597	4 313	15,6
Autres	81 747	74 210	7 537	10,2	154 294	142 072	12 222	8,6
Total	1 091 941	1 052 188	39 753	3,8	1 916 733	1 857 159	59 574	3,2

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 39,8 millions de dollars (3,8 %) pour le trimestre et de 59,6 millions de dollars pour le semestre par rapport à 2010. L'augmentation de nos dépenses d'exploitation au cours du trimestre et du semestre découle principalement de la hausse des coûts du carburant, alors que nous avons enregistré des baisses globales du nombre de voyageurs pour les mêmes périodes. De plus, à la suite de l'ajout d'Airbus 330 au cours de la dernière année, le nombre de vols effectué par notre flotte a augmenté, ce qui s'est traduit par une baisse de nos coûts directs et une hausse de nos autres dépenses d'exploitation comparativement au trimestre et au semestre correspondant de 2010. Nous avons également bénéficié de la force du dollar par rapport à la devise américaine, à l'euro et à la livre sterling qui a résulté en une diminution des dépenses d'exploitation de nos filiales étrangères, une fois converties en dollars canadiens, en plus d'avoir une incidence favorable sur les dépenses en devises de nos filiales canadiennes.

Ceci s'est traduit par des augmentations de nos dépenses d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2,9 % en Amérique et de 8,2 % en Europe, tandis que pour le semestre ces hausses se sont établies à 3,0 % en Amérique et à 4,2 % en Europe.

COÛTS DIRECTS

Les coûts directs sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, les coûts directs ont diminué de 29,0 millions de dollars (4,1 %) pour le trimestre et de 41,7 millions de dollars (3,4 %) pour le semestre. Ces diminutions découlent principalement d'une baisse de nos achats de sièges à la suite de la fin de notre contrat d'achat de sièges avec Sunquest et de la vigueur du dollar, compensée par une hausse de nos coûts de chambres d'hôtels.

SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 8,5 millions de dollars (10,2 %) pour le trimestre et de 14,4 millions de dollars pour le semestre (8,6 %), comparativement à 2010. Les augmentations du trimestre et du semestre résultent, entre autres, d'une augmentation des effectifs, principalement à la suite de l'ajout d'aéronefs à notre flotte et, dans une moindre mesure, des augmentations salariales annuelles.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 34,1 millions de dollars (48,5 %) pour le trimestre et de 42,7 millions de dollars (33,5 %) pour le semestre. Les augmentations du trimestre et du semestre découlent principalement de la flambée des prix du carburant et d'une hausse du nombre de vols effectués par notre flotte d'aéronefs.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a augmenté de 4,6 millions de dollars (8,1 %) au cours du deuxième trimestre et de 9,7 millions de dollars (10,4 %) au cours du premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de 2010. En termes

de pourcentage de nos revenus, les commissions ont augmenté et représentent 5,6 % de nos revenus pour le deuxième trimestre, comparativement à 5,3 % pour la même période en 2010. Pour le semestre, les commissions ont également augmenté et représentent 5,4 % de nos revenus comparativement à 5,0 % en 2010. Ces hausses découlent principalement d'une augmentation des revenus sur lesquels une commission est calculée.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2010, ces dépenses ont augmenté de 6,0 millions de dollars (24,1 %) au cours du deuxième trimestre et de 10,9 millions de dollars (25,2 %) au cours du semestre. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre de vols effectués par notre flotte. De plus, au début du premier semestre 2010, nous avons revu à la baisse certaines de nos hypothèses liées à nos coûts futurs d'entretien à la suite de la signature d'une nouvelle entente avec un de nos fournisseurs et de l'optimisation de notre calendrier d'entretiens futurs.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont augmenté de 4,7 millions de dollars (25,3 %) pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2011 et de 7,1 millions de dollars (20,9 %) pour le semestre terminé à la même date. Ces augmentations découlent principalement de la hausse du nombre de vols effectués par notre flotte d'aéronefs, compensée par la vigueur du dollar.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont augmenté de 3,2 millions de dollars (23,3 %) au cours du deuxième trimestre et de 4,3 millions de dollars (15,6 %) au cours du semestre comparativement aux périodes correspondantes de 2010. Ces augmentations découlent de l'ajout de trois Airbus A330, diminuées du retrait d'un Airbus A310 au cours du premier trimestre de 2011, et de l'ajout d'un Airbus A330 au cours du deuxième trimestre, lesquelles sont partiellement compensées par la force du dollar comparativement à la devise américaine.

AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 7,5 millions de dollars (10,2 %) au cours du deuxième trimestre et de 12,2 millions de dollars (8,6 %), comparativement à 2010. Les augmentations découlent principalement de la hausse de nos activités commerciales.

MARGE (PERTE D'EXPLOITATION)

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré une marge de 9,2 millions de dollars (0,8 %) au cours du deuxième trimestre comparativement à une marge de 8,2 millions de dollars (0,8 %) en 2010. Pour le semestre, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 5,5 millions de dollars (0,3 %) comparativement à une perte d'exploitation de 4,2 millions de dollars (0,2 %) en 2010. La flambée des prix du carburant combinée à la baisse du nombre de voyageurs et à la vive concurrence qui sévit sur le marché ont contribué à compresser nos marges, tant pour le trimestre que pour le semestre.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	908 476	886 750	21 726	2,5	1 584 037	1 543 546	40 491	2,6
Dépenses d'exploitation	898 803	873 658	25 145	2,9	1 580 437	1 534 387	46 050	3,0
Marge	9 673	13 092	(3 419)	(26,1)	3 600	9 159	(5 559)	(60,7)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont augmenté de 21,7 millions de dollars (2,5 %) au cours du second trimestre et de 40,5 millions de dollars au cours du premier semestre (2,6 %), comparativement aux périodes correspondantes de 2010. Les augmentations de revenus du trimestre et du semestre découlent de la hausse des prix de vente moyens comparativement aux périodes correspondantes de 2010; alors que le nombre de voyageurs total baissait de 1,2 % pour le trimestre et qu'il demeurait stable pour semestre comparativement à 2010. Toutefois, nous avons enregistré au cours du trimestre une augmentation d'environ 8 % du nombre de voyageurs au départ du Canada vers les destinations soleil et d'environ 12 % pour

le semestre. Nous avons réalisé une marge de 1,1 % pour le trimestre, comparativement à 1,5 % en 2010, et de 0,2 % pour le semestre de 2011 et de 0,6 % pour celui de 2010. L'érosion de nos marges découle principalement d'une hausse des prix du carburant.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	192 633	173 636	18 997	10,9	327 226	309 402	17 824	5,8
Dépenses d'exploitation	193 138	178 530	14 608	8,2	336 296	322 772	13 524	4,2
Perte d'exploitation	(505)	(4 894)	4 389	89,7	(9 070)	(13 370)	4 300	32,2

Comparativement à 2010, les revenus de nos filiales européennes, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont augmenté de 19,0 millions de dollars (10,9 %) au cours du deuxième trimestre et de 17,8 millions de dollars (5,8 %) pour le premier semestre. À l'exception de notre filiale Amplitravel, qui vend des forfaits sur la Tunisie, les revenus de nos filiales européennes ont tous augmenté, et ce principalement en raison de hausses des prix de vente moyens et en dépit de baisses du nombre de voyageurs de 14,4 % pour le trimestre et de 10,0 % pour le semestre. Les augmentations de nos revenus ont également été freinées par la vigueur du dollar par rapport à l'euro et à la livre sterling. Nos activités européennes ont affiché des pertes d'exploitation de 0,5 million (0,3 %) de dollars au cours du trimestre et de 9,1 millions de dollars (2,8 %) au cours du semestre comparativement à des pertes d'exploitation de 4,9 millions de dollars (2,8 %) et 13,4 millions de dollars (4,3 %) pour les périodes correspondantes de 2010. Les marges de notre deuxième trimestre et de notre premier semestre ont été affectées par les tensions qui sévissaient en Afrique du Nord; ces dernières ont eu comme incidence de provoquer un arrêt temporaire des ventes à destination de la Tunisie et de l'Égypte. En 2010, notre marge du deuxième trimestre était détériorée par les coûts supplémentaires encourus par nos sociétés européennes à la suite de l'activité volcanique en Islande.

AUTRES DÉPENSES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril				Semestres terminés les 30 avril			
	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %	2011 \$	2010 \$	Écart \$	Écart %
Amortissement	11 055	12 041	(986)	(8,2)	22 257	24 225	(1 968)	(8,1)
Intérêts sur la dette à long terme	330	273	57	20,9	774	1 189	(415)	(34,9)
Autres intérêts et frais financiers	578	456	122	26,8	1 002	877	125	14,3
Revenus d'intérêts	(1 772)	(605)	(1 167)	(192,9)	(3 704)	(1 037)	(2 667)	(257,2)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 155)	(9 090)	935	10,3	(11 993)	(10 318)	(1 675)	(16,2)
Perte de change sur les éléments monétaires à long terme	1 079	543	536	98,7	1 356	331	1 025	309,7
Gain sur des placements dans des PCAA	(3 504)	(1 939)	(1 565)	(80,7)	(6 637)	(5 394)	(1 243)	(23,0)
Gain sur disposition d'actifs liés à la restructuration	—	(960)	960	100,0	—	(960)	960	100,0
Quote-part du bénéfice net d'une société satellite	(1 617)	(2 456)	839	34,2	(1 049)	(2 345)	1 296	55,3

AMORTISSEMENT

L'amortissement inclut l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables, des avantages incitatifs reportés et du gain sur options reporté. L'amortissement a diminué de 1,0 million de dollars au cours du deuxième trimestre et de 2,0 millions de dollars au cours du premier semestre comparativement aux mêmes en 2010. Ces diminutions sont attribuables à la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles et des actifs incorporels au cours des derniers exercices. En 2010, la dépense d'amortissement incluait un montant de 1,1 million de dollars à titre de gain sur option de remboursement de la dette reporté pour le trimestre et de 2,1 millions de dollars pour le semestre.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME

Les intérêts sur la dette à long terme sont demeurés stables cours du deuxième trimestre et ont diminué de 0,4 million de dollars pour le semestre comparativement à 2010. La diminution découle de soldes moyens de dettes inférieurs à ceux de 2010.

AUTRES INTÉRÊTS ET FRAIS FINANCIERS

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers ont augmenté de 0,1 million de dollars au cours du deuxième trimestre et au cours du premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de 2010.

REVENUS D'INTÉRÊTS

Les revenus d'intérêts ont augmenté de 1,2 million de dollars au cours du présent trimestre et de 2,7 millions de dollars au cours du premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de 2010. Ces augmentations résultent principalement de soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés au cours des périodes de 2011 par rapport à celles correspondantes de 2010.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 8,2 millions de dollars comparativement à 9,1 millions de dollars en 2010. Pour le semestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 12,0 millions de dollars comparativement à 10,3 millions de dollars en 2010.

PERTE DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

La perte de change sur les éléments monétaires à long terme de 1,1 million de dollars pour le trimestre et de 1,4 million de dollars pour le semestre sont principalement attribuables à l'effet défavorable des taux de change sur nos dépôts en devises.

GAIN SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Pour le deuxième trimestre, le gain sur des placements dans des PCAA a atteint 3,5 millions de dollars alors que pour le semestre, le gain s'est élevé à 6,6 millions de dollars. (Se référer à la section *Placements dans des PCAA* pour plus de détail)

QUOTE-PART DU BÉNÉFICE NET D'UNE SOCIÉTÉ SATELLITE

Notre quote-part du bénéfice net d'une société satellite correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part du bénéfice net pour le deuxième trimestre s'élève 1,6 million de dollars comparativement à 2,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2010. Pour le semestre, la quote-part du bénéfice net s'est établi à 1,0 million de dollars en regard de 2,3 millions de dollars en 2010. Ces diminutions découlent principalement de la perte de change sur la dette à long terme alors que notre entreprise affichait une meilleure rentabilité opérationnelle.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices ont atteint 1,2 millions de dollars pour le trimestre comparativement à 2,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre, notre récupération d'impôts s'élève à 4,9 millions de dollars, comparativement à 5,5 millions de dollars en 2010. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net d'une société satellite, le taux d'imposition réel a été de 12,28 % pour le présent trimestre et de 66,1 % pour le semestre, comparativement à 19,8 % et 41,8 % respectivement pour les périodes correspondantes de 2010. Les variations de taux d'impôt pour le trimestre et pour le semestre découlent principalement des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs bénéfices ou pertes imposables, le cas échéant.

BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

En conséquence des éléments présentés dans la section *Activités consolidées*, notre bénéfice net pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 s'est établi à 8,6 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 6,2 millions de dollars, soit 0,16 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 37 968 000 pour le deuxième trimestre 2011 et de 37 841 000 pour le trimestre correspondant de 2010.

Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2011, nous affichons une perte nette de 4,9 millions de dollars, soit 0,13 \$ par action, par rapport à une perte nette de 7,7 millions de dollars, soit 0,20 \$ par action, lors du semestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 37 891 000 pour le premier semestre 2011 et de 37 767 000 pour le semestre correspondant de 2010.

Sur une base diluée, le bénéfice par action a atteint 0,23 \$ pour le deuxième trimestre de 2011, par rapport à 0,16 \$ en 2010; et la perte diluée par action s'est élevée à 0,13 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2011, par rapport à 0,20 \$ pour la période correspondante de 2010. Le nombre ajusté moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer ces montants est de 38 173 000 (deuxième trimestre 2011), 38 004 000 (deuxième trimestre 2010), 37 891 000 (premier semestre 2011) et de 37 767 000 (premier semestre 2010). *Voir la note 8 des États financiers consolidés intermédiaires non audités.*

Pour le deuxième trimestre, notre perte ajustée après impôts s'est établie à 0,1 million de dollars (0,02 \$ par action) et à 20,1 millions de dollars (0,53 \$ par action) pour le premier semestre comparativement à une perte ajustée après impôts de 2,7 millions de dollars (0,07 \$ par action) et 20,9 millions de dollars (0,55 \$ par action) pour les périodes correspondantes de 2010.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement à la suite de la hausse du nombre de voyageurs et/ou des prix de vente moyens. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T3-2009 \$	T4-2009 \$	T1-2010 \$	T2-2010 \$	T3-2010 \$	T4-2010 \$	T1-2011 \$	T2-2011 \$
Revenus	819 354	719 656	792 562	1 060 386	867 344	788 585	810 154	1 101 109
Marge (perte d'exploitation)	27 187	35 576	(12 409)	8 198	53 941	77 852	(14 638)	9 168
Bénéfice net (perte nette)	30 991	18 106	(13 872)	6 198	20 925	52 356	(13 473)	8 620
Bénéfice (perte) de base par action	0,95	0,53	(0,37)	0,16	0,55	1,38	(0,36)	0,23
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,94	0,52	(0,37)	0,16	0,55	1,37	(0,36)	0,23

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 avril 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 278,2 millions de dollars, comparativement à 180,6 millions de dollars au 31 octobre 2010. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 373,6 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2011 comparativement à 352,7 millions de dollars au 31 octobre 2010. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 28,9 millions de dollars, soit un ratio de 1,03, par rapport à un fonds de roulement de 64,3 millions de dollars et un ratio de 1,10 au 31 octobre 2010.

L'actif total a augmenté de 150,5 millions de dollars (12,7 %), passant de 1 189,5 millions le 31 octobre 2010 à 1 340,0 millions de dollars le 30 avril 2011. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 97,6 millions de dollars, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 20,9 millions de dollars, des impôts sur les bénéfices à recevoir de 17,5 millions de dollars, des dépôts de 14,9 millions de dollars et des frais payés d'avance et instruments financiers pour près de 12,0 millions de dollars chacun, compensée par une diminution des débiteurs de 31,2 millions de dollars. Ces variations reflètent la saisonnalité de nos opérations. Les capitaux propres ont diminué de 11,2 millions de dollars, passant de 439,1 millions de dollars au 31 octobre 2010 à 427,9 millions de dollars au 30 avril 2011. Cette diminution découle principalement de la perte de change sur conversion des états financiers de nos établissements autonomes de 6,1 millions de dollars et de notre perte nette de 4,9 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres terminés les 30 avril			Semestres terminés les 30 avril		
	2011	2010	Écart	2011	2010	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	104 667	127 997	(23 330)	152 244	106 739	45 505
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(15 730)	(5 877)	(9 853)	(28 485)	(9 168)	(19 317)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(8 647)	(51 410)	42 763	(23 123)	(55 190)	32 067
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(1 002)	(11 480)	10 478	(3 021)	(15 967)	12 946
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	79 288	59 230	20 058	97 615	26 414	71 201

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au cours du deuxième trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 104,7 millions de dollars, par rapport à 128,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2010. La diminution de 23,3 millions de dollars survenue au cours du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2010 est principalement attribuable à une baisse de 37,6 millions de dollars de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation compensée par une hausse de la variation nette des autres actifs et passifs de 11,0 millions de dollars.

Pour le semestre, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 45,5 millions de dollars passant de 106,7 millions de dollars en 2010 à 152,2 millions de dollars. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation de 28,3 millions de dollars et de celle de la variation nette des autres actifs et passifs de 7,9 millions de dollars.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 15,7 millions de dollars pour le second trimestre, une augmentation de 9,9 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2010. Au cours du trimestre, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 11,9 millions de dollars comparativement à 3,9 millions de dollars en 2010, soit une augmentation de 8,0 millions de dollars. À la suite de l'augmentation de certaines de nos lettres de crédit, nos soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés présentés hors de l'actif à court terme ont augmenté de 4,2 millions de dollars, comparativement à 3,7 millions de dollars pour le trimestre de 2010. Toujours au cours du trimestre, nous avons encaissé un montant de 0,4 million de dollars de placements dans des PCAA comparativement à 0,7 million de dollars en 2010. Au cours du second trimestre de 2010, nous avons versé un montant de 0,5 million de dollars pour acquérir le solde des actions de Tourgreece que nous ne détenions pas en plus d'encaisser des montants totalisant 1,5 million de dollars à la suite de la cession de certaines de nos agences de notre réseau de distribution en France.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 28,5 millions de dollars comparativement à 9,2 millions de dollars en 2010, une augmentation de 19,3 millions de dollars. Pour le semestre, comparativement au semestre correspondant de 2010, nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont augmenté de 16,8 millions de dollars et notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés de 0,5 million de dollars. Également, nous avons encaissé 0,8 million de dollars de placements dans des PCAA, comparativement à 1,8 million de dollars en 2010.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 8,6 millions de dollars au cours du second trimestre comparativement à 51,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2010, soit une diminution de 42,8 millions de dollars. Cette diminution découle principalement d'une baisse des remboursements de nos facilités de crédit et autres dettes de 42,8 millions de dollars, comparativement à 2010. Au cours du trimestre, les dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle se sont élevés à 2,2 millions de dollars comparativement à 2,1 millions de dollars en 2010.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 23,1 millions de dollars, comparativement à 55,2 millions de dollars en 2010, une baisse de 32,1 millions de dollars. Cette baisse découle principalement d'une diminution de 32,0 millions de dollars des remboursements de nos facilités de crédit et autres dettes, comparativement à 2010.

FINANCEMENT

Au 30 avril 2011, la société disposait de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement de deux facilités de crédit à terme rotatif, d'emprunts garantis par des avions ainsi que de lignes de crédit.

La société dispose d'un crédit à terme rotatif de 157,0 millions de dollars, venant à échéance en 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle, et, aux fins d'émission de lettre de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 30 avril 2011.

La société dispose également d'un crédit à terme rotatif au montant de 85,0 millions de dollars venant à échéance en 2012, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Cette entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL affecté par une prime différente déterminée selon la forme de financement. L'entente comporte un mécanisme sous la forme d'option, qui est effectif depuis la mise en œuvre du plan de restructuration des PCAA, qui permettra à la société, au gré de celle-ci, de rembourser à l'échéance les montants tirés, sous certaines conditions, jusqu'à concurrence de 46,2 millions de dollars à partir des billets restructurés. Cette option est présentée à sa juste valeur à chaque date d'arrêté des comptes sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* et toute variation de la juste valeur des options est comptabilisée en résultat net sous la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA*. Selon les termes de l'entente, la société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et les critères financiers étaient respectés au 30 avril 2011.

Au 30 avril 2011, ces facilités de crédit n'étaient pas utilisées, à l'exception de celle de 60,0 millions de dollars aux fins de l'émission de lettre de crédit pour laquelle la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises dont un montant de 45,4 millions de dollars était utilisé.

Les emprunts garantis par des aéronefs de la société s'élèvent, au 30 avril 2011, à 6,3 millions de dollars [6,7 millions de dollars US]. Les emprunts portent intérêts aux taux TIOL majorés de 2,15 % et 3,25 % et sont remboursables par versements semestriels égaux jusqu'au mois d'août 2011.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 10,5 millions d'euros [14,8 millions de dollars].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités au 30 avril 2011. Ces obligations, présentées au passif, s'élevaient à 6,9 millions de dollars au 30 avril 2011 et à 29,1 millions de dollars au 31 octobre 2010.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan estimée, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 618,8 millions de dollars au 30 avril 2011 (643,8 millions au 31 octobre 2010) et se résume comme suit :

	Au 30 avril 2011	Au 31 octobre 2010
(en milliers de dollars)	\$	\$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	2 912	5 273
Contrats de cautionnement	952	957
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	614 888	637 520
	618 752	643 750

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, la société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2011, un montant de 12 522 \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 30 avril 2011, l'endettement de la société avait diminué par rapport au 31 octobre 2010.

La dette au bilan a diminué de 22,2 millions de dollars, passant de 29,1 millions de dollars à 6,9 millions de dollars alors que notre dette hors bilan a diminué de 25,0 millions de dollars, passant de 643,8 millions de dollars à 618,8 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 47,2 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2010. Les diminutions de notre dette au bilan et de notre dette hors bilan découlent des remboursements effectués au cours du deuxième trimestre et de l'appréciation du dollar par rapport à la devise américaine. Notre dette hors bilan reflète également les versements liés à la signature, au cours du deuxième trimestre, d'un bail pour la location d'un nouvel aéronef.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette nette de la société a diminué de 150,6 millions de dollars pour s'établir à 269,2 millions de dollars au 30 avril 2011, comparativement à 419,8 millions de dollars au 31 octobre 2010.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 avril 2011, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 30 avril 2011, il y avait 889 705 actions à droit de vote variable de catégorie A et 37 038 345 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 8 juin 2011, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 1 899 520, dont 699 370 pouvaient être exercées.

PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendus par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143,5 millions de dollars.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47,5 millions de dollars et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96,1 millions de dollars. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141,7 millions de dollars.

PORTEFEUILLE

Durant le premier semestre 2011, la société a encaissé des montants totalisant 0,8 million de dollars relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 117,3 millions de dollars au 30 avril 2011 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113,3 millions de dollars de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 4,0 millions de dollars de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

VALORISATION

Le 30 avril 2011, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant le semestre terminé le 30 avril 2011, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 21 septembre 2010. Cette dernière a rehaussé la cote de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégories A-1 à « A+ » et a confirmé la cote de ceux de catégorie A-2 à « BBB- ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 2,4 % [taux moyen pondéré de 2,0 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 5,8 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,8 % à 39,3 % [taux moyen pondéré de 11,5 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 30 avril 2011, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 3,5 millions de dollars, 6,6 millions de dollars pour le semestre. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 78,2 millions de dollars et la provision pour dévaluation totalisait 39,1 millions de dollars, représentant 33,4 % de la valeur nominale de 117,3 millions de dollars.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses

pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3,7 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2009	128 835	(57 434)	71 401	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 455	3 455	(3 455)
Remboursement de capital	(1 092)	—	(1 092)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
Solde au 31 janvier 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2010	127 743	(54 599)	73 144	(3 455)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 939	1 939	(1 939)
Remboursement de capital	(709)	—	(709)	—
Solde au 30 avril 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2010	127 034	(52 660)	74 374	(5 394)
Disposition de placements dans des PCAA	(7 630)	7 630	—	—
Appréciation des placements dans des PCAA	—	(746)	(746)	746
Remboursement de capital	(1 282)	—	(1 282)	—
Solde au 31 octobre 2010 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2010	118 122	(45 776)	72 346	(4 648)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 133	3 133	(3 133)
Remboursement de capital	(424)	—	(424)	—
Solde au 31 janvier 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2011	117 698	(42 643)	75 055	(3 133)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 504	3 504	(3 504)
Remboursement de capital	(371)	—	(371)	—
Solde au 30 avril 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2011	117 327	(39 139)	78 188	6 637

Le solde des placements dans des PCAA au 30 avril 2011 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(7 210)	27 205
Catégorie A-2	63 894	(20 573)	43 321
Catégorie B	11 598	(8 501)	3 097
Catégorie C	3 403	(2 850)	553
	113 310	(39 134)	74 176
MAV 3 Traditionnels	4 017	(5)	4 012
	117 327	(39 139)	78 188

AUTRES

HANDLEX

Le 15 février dernier, Handlex, une des filiales de la société, a décrété un lock-out de ses 400 employés du service de piste et de fret des aéroports de Toronto et de Montréal, à la suite du rejet de sa plus récente offre pour le renouvellement de la convention collective, qui était venue à échéance en novembre 2010, et du déclenchement d'une grève par le syndicat. Un plan de continuité a immédiatement été mis en place pour assurer le maintien des opérations et des services pour toutes les compagnies aériennes que dessert Handlex, y compris Air Transat. Le 7 mars 2011, Handlex et ses employés du service de piste et de fret aux aéroports de Toronto et de Montréal sont arrivés à une entente portant sur le renouvellement de la convention collective.

NOUVEAU FOURNISSEUR DE TRAITEMENT DE CARTES DE CRÉDIT

Le 28 février 2011, nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec un deuxième fournisseur de traitement de cartes de crédit au Canada qui prend effet immédiatement et sera valide jusqu'au 28 février 2015.

Les transactions traitées par cartes de crédit au Canada en vertu de cette nouvelle entente ne seront pas assujetties à l'exigence de placer les fonds dans un compte bancaire réservé. La société est cependant assujettie au maintien d'un certain niveau de trésorerie non affectée et autres équivalents de trésorerie à la fin de chaque trimestre, de même qu'au maintien de certains ratios financiers similaires à ceux prévus aux termes de ses conventions de crédit bancaires. La survenance d'un défaut par la société de se conformer à ces exigences pourrait avoir des effets défavorables, dont l'obligation pour Transat de fournir à ce nouveau fournisseur de traitement de cartes de crédit une lettre de garantie d'un montant préétabli et calculé en fonction du volume en dollars des transactions traitées par cartes de crédit sur une base trimestrielle par ce nouveau fournisseur.

FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement 12 Airbus A310 (249 sièges), qui seront graduellement retirés, et dix Airbus A330 (342 sièges). Au cours du premier semestre, un A310 a été retiré de la flotte et trois A330 sont entrés en services. Un quatrième A330 est entré en service au cours du mois de mai. Les onzième et douzième A330 entreront en service au cours de l'automne 2011.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le CNC a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les IFRS. Dans ce contexte, la société a établi un plan de transition vers les IFRS qui comporte trois étapes : conception et planification, identification des différences et élaboration de solutions, et mise en œuvre et révision.

La première étape qui portait sur la conception et la planification est maintenant terminée. Elle consistait à élaborer un plan de transition vers les normes IFRS basé selon les résultats d'un diagnostic préliminaire de haut niveau des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société. Cette analyse a permis d'obtenir un aperçu des aspects les plus importants où le passage aux IFRS risque d'avoir des répercussions pour la société, notamment les obligations plus exhaustives en matière de présentation et d'information à fournir. Durant cette étape, la direction de la société a établi une structure formelle de gouvernance du projet de conversion, incluant un comité directeur des IFRS, afin de surveiller le processus de transition relativement aux incidences sur la présentation de l'information financière, aux processus opérationnels, aux contrôles internes et aux systèmes d'information.

La première phase de la deuxième étape de son plan, qui portait sur l'identification des différences entre les normes IFRS et les conventions comptables de la société, et à l'élaboration de solutions, est maintenant terminée. Pendant cette étape, la société a effectué une analyse détaillée des IFRS qui consistait à relever les différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la société afin de traiter en priorité les points qui seront les plus importants par la transition, et à déterminer les options permises dans le cadre des IFRS à leur date d'entrée en vigueur et sur une base permanente afin d'en tirer des conclusions. La deuxième de cette étape comprend une planification détaillée des besoins en technologie de l'information et en ressources humaines en ce qui a trait à la transition. En outre, nous identifierons les procédures et les systèmes internes devant être mis à jour et adaptés, notamment les ajustements des procédures de contrôle interne en place et la mise en œuvre de mesures de contrôle interne additionnelles à l'égard de l'information financière, ainsi que

des contrôles et des procédures de communication de l'information qui sont nécessaires pour certifier l'information financière pendant la période de transition et après la mise en œuvre des nouvelles normes. Cette deuxième étape du plan sera achevée durant l'exercice 2011.

Dans le cadre de la troisième étape, la société mettra en œuvre les modifications comptables et autres changements requis dans ses procédures, ses contrôles et ses systèmes internes de telle sorte qu'ils soient en place et fonctionnent effectivement pour le premier exercice de l'application des IFRS.

Le tableau suivant présente l'état d'avancement en fonction des échéanciers de la réalisation des principales activités du plan de conversion aux IFRS au 30 avril 2011.

	Principales activités	Échéancier	État d'avancement
Information financière	Identification des différences et élaboration de solutions des choix de conventions comptables, notamment les choix autorisés selon les normes IFRS, y compris en ce qui a trait aux exemptions permises conformément à l'IFRS 1.	Durant l'exercice 2011.	Les analyses sont maintenant terminées et, dans certains cas, nous finalisons la quantification de l'incidence des différences.
	Développer un modèle d'états financiers IFRS, y compris les notes afférentes.	Durant l'exercice 2011.	Le développement d'un modèle d'états financiers IFRS est en cours.
	Préparer un bilan d'ouverture et compiler l'information financière afin de produire les états financiers IFRS comparatifs.	Durant l'exercice 2011.	L'analyse a débuté au cours du deuxième trimestre 2011.
Technologies de l'information et les systèmes de données	Évaluer les incidences des changements sur les technologies de l'information et sur les systèmes de données et y apporter les modifications nécessaires.	Modifications des technologies de l'information et des systèmes de données finalisées en temps opportun afin de compiler l'information financière pendant l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Les incidences sur les technologies de l'information et sur les systèmes de données sont en phase d'analyse finale.
Contrôles internes à l'égard de l'information financière	Évaluer les incidences des changements sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et sur les contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que mettre en œuvre les modifications requises.	Mise en œuvre des modifications requises à compter du premier trimestre de l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Les incidences sur les contrôles internes sont en phase d'analyse finale.
Activités commerciales	Déterminer l'incidence de la conversion sur les activités commerciales de la société.	Modifications à terminer avant le 31 octobre 2011.	Les incidences sur les activités commerciales de la société sont en phase d'analyse finale.
Formation et communication	Offrir de la formation aux employés concernés, à la direction ainsi qu'au conseil d'administration et à ses comités pertinents, notamment le comité d'audit.	Durant les exercices 2010 et 2011.	La formation est offerte en temps opportun conformément à l'échéancier des travaux de conversion.

	Principales activités	Échéancier	État d'avancement
	Communiquer la progression du plan de conversion aux parties intéressées internes et externes.	Durant les exercices 2010 et 2011.	Communication interne et externe périodique d'information sur notre progression.

La société a évalué certaines des exemptions de l'application rétrospective intégrale des IFRS selon l'IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière, à la date d'entrée en vigueur, ainsi que leur possible incidence sur les états financiers consolidés de la société. En fonction de l'avancement des travaux, lors de l'adoption des IFRS, les exemptions susceptibles d'avoir une incidence pour la société, sont les suivantes :

Exemption	Application de l'exemption
Regroupements d'entreprises	La société prévoit appliquer l'exemption de ne pas redresser rétrospectivement les acquisitions d'entreprises conclues avant le 1 ^{er} novembre 2010.
Avantages du personnel	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestation déterminée dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS et d'appliquer IAS 19 – <i>Avantage du personnel de façon prospective</i> . L'application de cette exemption se traduira pour la société, au 1 ^{er} novembre 2010, par la comptabilisation d'une diminution de 6,7 millions de dollars de ses bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
Écart de conversion cumulé	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser les écarts de conversion cumulés dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS. L'application de cette exemption se traduira pour la société, au 1 ^{er} novembre 2010, par la comptabilisation d'une diminution de 16,8 millions de dollars de ses bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.
Transaction de paiements fondés sur des actions	La société prévoit appliquer l'exemption permettant de ne pas appliquer rétrospectivement la norme IFRS 2 – <i>Transaction de paiements fondés sur des actions</i> à ses transactions dont le paiement est fondé sur des acquis avant la date de transition.

La société analyse présentement l'incidence prévue des écarts importants entre les normes comptables IFRS et le traitement comptable actuel selon les PCGR du Canada. Des écarts dans les conventions comptables appliquées à la date de transition aux IFRS et par la suite, au niveau de la constatation, de la mesure, de la présentation et de la divulgation de l'information financière ainsi que des impacts liés aux états financiers sont prévus pour les sujets importants suivants :

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Présentation des états financiers et information à fournir	<ul style="list-style-type: none"> Un format différent et des divulgations additionnelles aux notes des états financiers sont exigés selon les normes IFRS. 	Un modèle d'états financiers a été préparé et demeure sujet à des changements en fonction des conclusions de notre travail global.
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> Une comptabilisation distincte des composantes liées aux actifs importants et amortissement des composantes sur des durées de vie utile différente. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Dépréciation de l'actif	<ul style="list-style-type: none"> Un regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'entrées de trésorerie largement indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en une seule étape en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Les écarts d'acquisition sont alloués et testés sur la base de l'UGT, ou le groupe d'UGT profitant de synergies collectives, auquel ils se rapportent. En certaines occasions, la dépréciation constatée antérieurement sur des actifs autres que l'écart d'acquisition doit être renversée. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.

Méthode comptable	Principales différences pouvant avoir une incidence potentielle pour la société	État d'avancement
Contrat de location	<ul style="list-style-type: none"> Les directives IFRS prescrivent l'utilisation de seuils qualitatifs plutôt que de seuils quantitatifs, tels qu'établis selon les PCGR du Canada, relativement à la comptabilisation de contrats de location-acquisition. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Regroupements d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Les frais de transaction liés à l'acquisition et les frais de restructuration sont comptabilisés aux résultats lorsqu'encourus. Une contrepartie conditionnelle est évaluée à sa juste valeur en date d'acquisition et les variations subséquentes de la juste valeur sont constatées aux résultats. Les changements dans les participations dans une filiale qui n'entraînent pas de perte de contrôle sont comptabilisés comme des opérations sur les capitaux propres. Les participations sans contrôle sont présentées comme un élément distinct des capitaux propres. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Impôts sur le bénéfice	<ul style="list-style-type: none"> La constatation et la mesure des actifs et des passifs d'impôts différés peuvent diverger. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Provisions et éventualités	<ul style="list-style-type: none"> Un seuil de probabilité différent est utilisé pour la constatation des passifs éventuels; ce qui pourrait affecter le moment auquel une provision est comptabilisée. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il n'y a pas de différences pouvant avoir une incidence significative pour la société.
Avantages du personnel	<ul style="list-style-type: none"> Constatation immédiate du coût des services passés, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, dans les bénéfices non répartis d'ouverture en date de transition, et aux résultats pour les périodes subséquentes. Subséquemment à la transition aux IFRS, une entité peut constater la variation des gains actuariels, ou des pertes actuarielles, aux résultats étendus lorsqu'ils se produisent, sans impact à l'état des résultats. 	Les conclusions préliminaires permettent de déterminer qu'il pourrait y avoir des différences avec des incidences significatives pour la société à la date de transition aux normes IFRS. Cependant, la société constatera les variations des gains actuariels, ou des pertes actuarielles, aux résultats étendus, sans incidence à l'état des résultats.

Le tableau ci-dessus indique les différences importantes et traite uniquement les éléments qui ont été identifiés résultant de l'avancement de notre plan de transition à ce jour et ne doit pas être considéré comme exhaustif. Il pourrait être modifié d'ici à l'achèvement des étapes subséquentes du plan de transition pour refléter de possibles modifications aux IFRS avant leur adoption par la société.

À mesure que la société évalue les obligations des IFRS, des ajustements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière et aux contrôles et procédures de communication de l'information seront requis et de nouveaux contrôles pourraient être nécessaires.

La société s'est assurée d'avoir les ressources internes et externes appropriées pour mener à bien le plan de transition dans les délais requis. La société offre en outre des séances de formation suffisantes à toutes les ressources concernées. Pendant la transition, la société surveillera les modifications en cours vers les IFRS et ajustera le plan de transition en conséquence. La direction fournit périodiquement au comité d'audit des mises à jour de la progression du processus de transition ainsi que des indications, des décisions et des conclusions sur les options liées aux IFRS. Le processus de transition de la société est actuellement conforme à son calendrier de mise en œuvre qui prévoit la communication initiale de l'information financière selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Durant la période de passage aux IFRS, la société surveille régulièrement l'élaboration des normes publiées par le bureau des standards comptables internationaux et par le CNC ainsi que les changements à la réglementation apportés par les Autorités canadiennes

en valeurs mobilières, lesquels pourraient avoir une incidence sur l'adoption des normes IFRS, les ajustements qui seront apportés et leur nature.

De l'information additionnelle sur les effets de l'adoption des IFRS sur les états financiers consolidés de la société sera communiquée dans les prochains rapports de gestion.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 30 avril 2011 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre terminé le 30 avril 2011, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Pendant l'été, le marché transatlantique au départ du Canada et de l'Europe représente une portion très importante des affaires de la Société. Pour le deuxième semestre de 2011, la capacité et les réservations sont supérieurs d'environ 15 % à la capacité finalement déployée au cours de l'été 2010 ; environ 60 % de la capacité a été vendue et les taux d'occupation des appareils sont semblables à ceux de l'été dernier à pareille date.

Les coûts du carburant ont augmenté d'environ 30 % en dollars canadiens, incluant l'impact de l'ajout dans la flotte d'Airbus A330, un appareil efficace en matière de consommation de carburant, de même que l'effet de la couverture de carburant. En dépit de surcharges carburant additionnelles, les prix de ventes sont similaires à l'an passé.

En France, les réservations moyens-courriers accusent un certain retard lié aux événements en Afrique du Nord. La baisse de celles-ci, notamment pour la Tunisie et l'Égypte, est cependant compensée par une hausse sur d'autres destinations. Sur le long-courrier, les réservations sont plus de 10 % supérieures à l'an passé.

Transat prévoit pour le semestre des résultats inférieurs aux résultats records enregistrés en 2010.

TRANSAT A.T. INC.
BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars) (non audités)	Au 30 avril 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	278 242	180 627
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 3]</i>	337 487	320 428
Débiteurs	115 708	146 944
Impôts sur les bénéfices à recevoir	22 202	4 738
Actifs d'impôts futurs	1 765	2 895
Stocks	10 868	9 867
Frais payés d'avance	62 301	50 297
Instruments financiers dérivés	12 736	868
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	31 770	12 554
Total de l'actif à court terme	873 079	729 218
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés <i>[note 3]</i>	36 112	32 222
Placements dans des PCAA <i>[note 4]</i>	78 188	72 346
Dépôts	25 526	29 837
Actifs d'impôts futurs	13 284	9 650
Immobilisations corporelles	84 800	88 376
Écarts d'acquisition	111 709	112 454
Autres actifs incorporels	55 496	50 464
Instruments financiers dérivés	—	23
Placements et autres actifs <i>[note 5]</i>	61 779	64 868
	1 339 973	1 189 458
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	333 477	300 355
Portion à court terme de la provision pour remise en état des aéronefs loués	25 804	18 301
Impôts sur les bénéfices à payer	2 970	14 608
Passifs d'impôts futurs	1 301	106
Dépôts de clients et revenus reportés	464 660	313 695
Instruments financiers dérivés	9 371	4 116
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	6 577	13 768
Total du passif à court terme	844 160	664 949
Dette à long terme <i>[note 6]</i>	290	15 291
Provision pour remise en état des aéronefs loués	9 587	12 408
Autres passifs <i>[note 7]</i>	44 747	45 368
Passifs d'impôts futurs	13 335	12 370
	912 119	750 386
Capitaux propres		
Capital-actions <i>[note 8]</i>	218 710	217 604
Bénéfices non répartis	225 850	230 703
Surplus d'apport	10 634	9 090
Cumul des autres éléments du résultat étendu <i>[note 9]</i>	(27 340)	(18 325)
	427 854	439 072
	1 339 973	1 189 458

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

AVIS

Les auditeurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes de certification établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par l'auditeur.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non audités)	Trimestres terminés les 30 avril		Semestres terminés les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Revenus	1 101 109	1 060 386	1 911 263	1 852 948
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	680 945	709 906	1 179 946	1 221 688
Salaires et avantages sociaux	92 308	83 761	182 208	167 850
Carburant d'aéronefs	104 372	70 303	170 167	127 445
Commissions	61 133	56 533	102 778	93 108
Entretien d'aéronefs	30 943	24 942	54 234	43 323
Frais d'aéroports et de navigation	23 404	18 678	41 196	34 076
Loyer d'aéronefs	17 089	13 855	31 910	27 597
Autres	81 747	74 210	154 294	142 072
	1 091 941	1 052 188	1 916 733	1 857 159
	9 168	8 198	(5 470)	(4 211)
Amortissement	11 055	12 041	22 257	24 225
Intérêts sur la dette à long terme	330	273	774	1 189
Autres intérêts et frais financiers	578	456	1 002	877
Revenus d'intérêts	(1 772)	(605)	(3 704)	(1 037)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 155)	(9 090)	(11 993)	(10 318)
Perte de change sur les éléments monétaires à long terme	1 079	543	1 356	331
Gain sur des placements dans des PCAA [note 4]	(3 504)	(1 939)	(6 637)	(5 394)
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration	—	(960)	—	(960)
Quote-part du bénéfice net d'une société satellite	(1 617)	(2 456)	(1 048)	(2 345)
	(2 006)	(1 737)	2 007	6 568
Bénéfice (perte) avant les postes suivants	11 174	9 935	(7 477)	(10 779)
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	225	2 648	(5 632)	(2 879)
Futurs	949	(194)	775	(2 601)
	1 174	2 454	(4 857)	(5 480)
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	10 000	7 481	(2 620)	(5 299)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(1 380)	(1 283)	(2 233)	(2 375)
Bénéfice net (perte nette) de la période	8 620	6 198	(4 853)	(7 674)
Bénéfice (perte) par action [note 8]				
De base	0,23	0,16	(0,13)	(0,20)
Diluée	0,23	0,16	(0,13)	(0,20)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars) (non audités)	Trimestres terminés les 30 avril		Semestres terminés les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) de la période	8 620	6 198	(4 853)	(7 674)
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(37)	7 765	618	34 076
Reclassement dans les résultats	(3 540)	(4 760)	(4 582)	(16 106)
Impôts futurs	1 053	(769)	1 005	(5 376)
	(2 524)	2 236	(2 959)	12 594
Pertes de change sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à (l'appréciation) la dépréciation en date d'arrêt des comptes du dollar canadien face à l'euro, à la livre sterling et au dollar américain	(2 638)	(11 189)	(6 056)	(17 417)
	(5 162)	(8 953)	(9 015)	(4 823)
Résultat étendu de la période	3 458	(2 755)	(13 868)	(12 497)

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars) (non audités)	Capital-	Bénéfices non	Surplus	Cumul des autres	Capitaux
	actions	répartis	d'apport	éléments du	propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2009	216 236	165 096	6 642	(20 613)	367 361
Perte nette	—	(13 872)	—	—	(13 872)
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	4 130	4 130
Émission de la trésorerie	356	—	—	—	356
Options exercées	112	—	—	—	112
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	535	—	535
Solde au 31 janvier 2010	216 704	151 224	7 177	(16 483)	358 622
Bénéfice net de la période	—	79 479	—	—	79 479
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(1 842)	(1 842)
Émission de la trésorerie	870	—	—	—	870
Options exercées	30	—	—	—	30
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	1 913	—	1 913
Solde au 31 octobre 2010	217 604	230 703	9 090	(18 325)	439 072
Perte nette de la période	—	(4 853)	—	—	(4 853)
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	(9 015)	(9 015)
Émission de la trésorerie	645	—	—	—	645
Exercice d'options	461	—	—	—	461
Charge de rémunération liée au régime d'option d'achat d'actions	—	—	1 544	—	1 544
Solde au 30 avril 2011	218 710	225 850	10 634	(27 340)	427 854

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS
DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars) (non audités)	Trimestres terminés les 30 avril		Semestres terminés les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	8 620	6 198	(4 853)	(7 674)
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (rentrées de fonds) :				
Amortissement	11 055	12 041	22 257	24 225
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(8 155)	(9 090)	(11 993)	(10 318)
Perte de change sur les éléments monétaires à long terme	1 079	543	1 356	331
Gain sur des placements dans des PCAA	(3 504)	(1 939)	(6 637)	(4 774)
Gain sur dispositions d'actifs liés à la restructuration [note 10]	—	(960)	—	(960)
Quote-part du bénéfice net d'une société satellite	(1 617)	(2 456)	(1 048)	(2 345)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	1 380	1 283	2 233	2 375
Impôts futurs	949	(194)	775	(2 601)
Charge de retraite	573	458	1 147	1 133
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	995	536	1 544	1 071
	11 375	6 420	4 781	463
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	92 362	129 931	149 483	121 146
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	(1 275)	(12 244)	(6 702)	(14 625)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	2 205	3 890	4 682	(245)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	104 667	127 997	152 244	106 739
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	(11 904)	(3 942)	(25 083)	(8 325)
Dispositions d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels liés à la restructuration	—	1 544	—	1 544
Encaissements de placements dans des PCAA	371	709	795	1801
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	(4 197)	(3 684)	(4 197)	(3 684)
Contrepartie versée pour une société acquise [note 7]	—	(504)	—	(504)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(15 730)	(5 877)	(28 485)	(9 168)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes	—	(42 762)	(15 076)	(43 854)
Remboursement de la débenture et de la dette à long terme	(6 802)	(6 877)	(6 802)	(10 033)
Produit de l'émission d'actions	379	307	979	775
Dividendes d'une filiale versés à un actionnaire sans contrôle	(2 224)	(2 078)	(2 224)	(2 078)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(8 647)	(51 410)	(23 123)	(55 190)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 002)	(11 480)	(3 021)	(15 967)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	79 288	59 230	97 615	26 414
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	198 954	147 736	180 627	180 552
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	278 242	206 966	278 242	206 966
Informations supplémentaires				
Impôts sur les bénéfices payés	8 275	(12 307)	22 523	(7 839)
Intérêts payés	1 167	1 291	1 231	2 147

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options et des montants par option et par action] [non auditées]

Note 1 BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non audités doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2010.

Note 2 MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière [IFRS]. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012 selon les normes IFRS.

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables: le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliquent aux états financiers des exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. La société n'a pas l'intention d'adopter ces modifications par anticipation.

Note 3 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 30 avril 2011, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 297 113 \$ [266 617\$ au 31 octobre 2010] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la société avec un de ses fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 76 486 \$, dont 36 112 \$ est présenté hors de l'actif à court terme, [86 033 \$ au 31 octobre 2010, dont 32 222 \$ à long terme] qui était cédé en nantissement de lettres de crédit.

Note 4 PLACEMENTS DANS DES PCAA

RESTRUCTURATION

En 2007, le marché canadien des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»] émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités. À la suite de cette crise, un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'« accord »], d'une période de moratoire relativement aux PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité pancanadien d'investisseurs a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire.

En 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents. La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par plusieurs fiducies ayant une valeur nominale globale de 143 500 \$.

À la date de la mise en œuvre du plan, le 21 janvier 2009, la société a procédé à une évaluation de la juste valeur des ses placements dans des PCAA avant la substitution. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles à cette date ainsi que les changements survenus dans les conditions du marché du crédit. À la suite de l'évaluation, la provision pour dévaluation totalisait 47 450 \$ et la juste valeur du portefeuille de placement dans des PCAA s'établissait à 96 050 \$. Les PCAA que la société détenait à cette date ont été substitués par de nouveaux titres. La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait, à cette date, à 141 741 \$.

PORTEFEUILLE

Durant le premier semestre 2011, la société a encaissé des montants totalisant 795 \$ relativement au remboursement du capital de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La valeur nominale des nouveaux PCAA s'élevait à 117 327 \$ au 30 avril 2011 et se répartit comme suit :

MAV 2 Éligibles

La société détient 113 310 \$ de PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés, qui ont été restructurés en billets à taux variable, ayant des échéances prévues jusqu'en janvier 2017.

MAV 3 Traditionnels

La société détient 4 017 \$ de PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés qui ont été restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs et venant à échéance jusqu'en septembre 2016.

VALORISATION

Le 30 avril 2011, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur de ses nouveaux PCAA. Lors de cette évaluation, la société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles ainsi que les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. Durant le semestre terminé le 30 avril 2011, un nombre limité d'opérations a été conclu relativement à des placements dans des PCAA. Cependant, la société n'a pas considéré ces opérations lors la valorisation de ses PCAA puisque, selon elle, leur nombre demeure insuffisant pour pouvoir qualifier le marché comme étant actif. Lors du retour d'un marché actif pour les PCAA, la société révisera ses hypothèses de valorisation en conséquence.

La société considère les informations rendues disponibles par BlackRock Canada Ltée qui a été nommée, à la date de mise en œuvre du plan, pour administrer les actifs. Cette dernière publie des évaluations mensuelles de la juste valeur de PCAA qui sont adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés (MAV 3 Traditionnels). La direction de la société a estimé la juste valeur de ses actifs, de même catégorie, à l'aide de ces évaluations. Pour les autres titres, faute de marchés actifs, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations de la direction qui se fondent autant que possible sur des données de marché observables, telles que le risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés en cause, les montants à recevoir et les dates d'échéances. La société a également considéré les informations publiées par DBRS le 21 septembre 2010. Cette dernière a rehaussé la cote de crédit des PCAA adossés à des actifs synthétiques, ou à une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés (MAV 2 Éligibles) de catégories A-1 à « A+ » et a confirmé la cote de ceux de catégorie A-2 à « BBB- ».

Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 0,0 % à 2,4 % [taux moyen pondéré de 2,0 %], selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur une période de 5,8 ans et selon des taux d'actualisation variant de 6,8 % à 39,3 % [taux moyen pondéré de 11,5 %] qui tiennent compte de la liquidité.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la société a constaté, le 30 avril 2011, une appréciation de la juste valeur de ses placements dans des PCAA de 3 504 \$, 6 637 \$ pour le semestre. La juste valeur du portefeuille de PCAA s'établissait à cette date à 78 188 \$ et la provision pour dévaluation totalisait 39 139 \$, représentant 33,4 % de la valeur nominale de 117 327 \$.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société est entourée d'une grande incertitude. La substitution d'une ou plusieurs des données par une ou plusieurs hypothèses n'est pas raisonnablement réalisable dans ce contexte. La direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances. Cependant, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours du prochain exercice. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

Une variation à la hausse (baisse) de 1 % [100 points de base] des taux d'actualisation estimés entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur estimative des PCAA détenus par la société d'environ 3 700 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique *Gain sur des placements dans des PCAA* à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$	Perte (gain) sur des placements dans des PCAA \$
Solde au 31 octobre 2009	128 835	(57 434)	71 401	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 455	3 455	(3 455)
Remboursement de capital	(1 092)	—	(1 092)	—
Quote-part des montants de trésorerie	—	(620)	(620)	—
Solde au 31 janvier 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2010	127 743	(54 599)	73 144	(3 455)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 939	1 939	(1 939)
Remboursement de capital	(709)	—	(709)	—
Solde au 30 avril 2010 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2010	127 034	(52 660)	74 374	(5 394)
Disposition de placements dans des PCAA	(7 630)	7 630	—	—
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(746)	(746)	746
Remboursement de capital	(1 282)	—	(1 282)	—
Solde au 31 octobre 2010 / Incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 octobre 2010	118 122	(45 776)	72 346	(4 648)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 133	3 133	(3 133)
Remboursement de capital	(424)	—	(424)	—
Solde au 31 janvier 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2011	117 698	(42 643)	75 055	(3 133)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	3 504	3 504	(3 504)
Remboursement de capital	(371)	—	(371)	—
Solde au 30 avril 2011 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2011	117 327	(39 139)	78 188	6 637

Le solde des placements dans des PCAA au 30 avril 2011 se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale des placements dans des PCAA \$	Provision pour dévaluation des placements dans des PCAA \$	Placements dans des PCAA \$
MAV 2 Éligibles			
Catégorie A-1	34 415	(7 210)	27 205
Catégorie A-2	63 894	(20 573)	43 321
Catégorie B	11 598	(8 501)	3 097
Catégorie C	3 403	(2 850)	553
	113 310	(39 134)	74 176
MAV 3 Traditionnels	4 017	(5)	4 012
	117 327	(39 139)	78 188

Note 5 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS

	Au 30 avril 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Placement dans Caribbean Investments B.V.	58 665	61 239
Frais reportés, solde non amorti	1 485	1 868
Autres placements	81	115
Divers	1 548	1 646
	61 779	64 868

La variation du placement dans Caribbean Investments B.V. [« CIBV »] se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2010	61 239
Quote-part du bénéfice net	1 048
Écart de conversion	(3 622)
Solde au 30 avril 2011	58 665

Note 6 DETTE À LONG TERME

	Au 30 avril 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Emprunts garantis par des aéronefs au montant de 6 667 \$ US [13 333 \$ US au 31 octobre 2010]	6 324	13 584
Montant utilisé en vertu de la facilité de crédit à terme rotatif échéant en 2012	—	15 000
Autres	543	475
	6 867	29 059
Moins versements échéant à moins d'un an	6 577	13 768
	290	15 291

Note 7 AUTRES PASSIFS

	Au 30 avril 2011 \$	Au 31 octobre 2010 \$
Passif au titre des prestations constituées	19 362	18 630
Avantages incitatifs reportés	17 740	18 500
Part des actionnaires sans contrôle	7 645	8 238
	44 747	45 368

Le 26 février 2010, la société a acquis, pour une contrepartie au comptant de 504 \$ (350 €), la part des actionnaires sans contrôle de Tourgreece Tourist Enterprises S.A, soit le solde des actions (10 %) qu'elle ne détenait pas.

Note 8 CAPITAUX PROPRES

A) CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [« actions de catégorie A »], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [« LTC »], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [« actions de catégorie B »], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2010	37 849 834	217 604
Émission de la trésorerie	44 404	645
Exercice d'options	33 812	461
Solde au 30 avril 2011	37 928 050	218 710

Au 30 avril 2011, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 889 705 et 37 038 345.

B) OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2010	1 722 302	16,04
Attribuées	237 239	19,24
Exercées	(33 812)	9,87
Annulées	(26 209)	17,03
Solde au 30 avril 2011	1 899 520	16,54
Options pouvant être exercées au 30 avril 2011	699 370	21,98

C) BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action ont été calculés comme suit :

(en milliers, sauf les montants par action)	Trimestres terminés les 30 avril		Semestres terminés les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Numérateur				
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote et servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	8 620	6 198	(4 853)	(7 674)
Dénominateur				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	37 968	37 841	37 891	37 767
Options d'achat d'actions	205	163	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué (de la perte diluée) par action	38 173	38 004	37 891	37 767
Bénéfice (perte) par action				
De base	0,23	0,16	(0,13)	(0,20)
Diluée	0,23	0,16	(0,13)	(0,20)

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action de la période de trois mois terminée le 30 avril 2011, 797 135 options d'achat d'actions [544 805 options d'achat d'actions pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2010] ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la société. Étant donné les pertes enregistrées au cours des semestres terminés les 30 avril 2011 et 2010, les 1 055 038 options d'achat d'actions en circulation [1 905 233 options d'achat d'actions pour le semestre terminé le 30 avril 2010] ont été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif.

Note 9 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 se détaille comme suit :

	Couvertures de flux de trésorerie	Écarts de conversion reportés	Cumul des autres éléments du résultat étendu
	\$	\$	\$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2010	(1 522)	(16 803)	(18 325)
Variation au cours de la période	(435)	(3 418)	(3 853)
Solde au 31 janvier 2011	(1 957)	(20 221)	(22 178)
Variation au cours de la période	(2 524)	(2 638)	(5 162)
Solde au 30 avril 2011	(4 481)	(22 859)	(27 340)

La variation du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 30 avril 2010 se détaille comme suit :

	Couvertures de flux de trésorerie \$	Écarts de conversion reportés \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au 31 octobre 2009	(17 043)	(3 570)	(20 613)
Variation au cours de la période	10 358	(6 228)	4 130
Solde au 31 janvier 2010	(6 685)	(9 798)	(16 483)
Variation au cours de la période	2 236	(11 189)	(8 953)
Solde au 30 avril 2010	(4 449)	(20 987)	(25 436)

Note 10 INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe.

	Trimestre terminé le 30 avril 2011			Semestre terminé le 30 avril 2011		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	908 476	192 633	1 101 109	1 584 037	327 226	1 911 263
Dépenses d'exploitation	898 803	193 138	1 091 941	1 580 437	336 296	1 916 733
	9 673	(505)	9 168	3 600	(9 070)	(5 470)
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[1]				142 439	109 566	252 005

	Trimestre terminé le 30 avril 2010			Semestre terminé le 30 avril 2010		
	Amérique \$	Europe \$	Total \$	Amérique \$	Europe \$	Total \$
Revenus	886 750	173 636	1 060 386	1 543 546	309 402	1 852 948
Dépenses d'exploitation	873 658	178 530	1 052 188	1 534 387	322 772	1 857 159
	13 092	(4 894)	8 198	9 159	(13 370)	(4 211)
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ^[2]				139 705	111 589	251 294

^[1] Au 30 avril 2011

^[2] Au 31 octobre 2010

Note 11 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers consolidés audités 2010 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats, de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces lettres sont généralement émises pour un an et sont renouvelables.

La société a également remis aux organismes de réglementation des lettres de crédit garantissant, entre autres, certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 30 avril 2011, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 458 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2011, le montant total de ces garanties s'élevait à 951 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 30 avril 2011, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CAUTIONNEMENT

La société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 50 000 \$. En vertu de cette entente, la société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2011, un montant de 12 522 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

